



HAL
open science

Les gauches argentine et péruvienne face au lawfare et au "néolibéralisme par surprise"

Vincent Arpoulet

► **To cite this version:**

Vincent Arpoulet. Les gauches argentine et péruvienne face au lawfare et au "néolibéralisme par surprise". 2022. halshs-03965353

HAL Id: halshs-03965353

<https://shs.hal.science/halshs-03965353>

Submitted on 3 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LUTTES D'HIER & LUTTES D'AUJOURD'HUI



15/12/2022 VINCENT ARPOULET

LES GAUCHES ARGENTINE ET PÉROUVIENNE FACE AU LAWFARE ET AU « NÉOLIBÉRALISME PAR SURPRISE »

En Argentine comme au Pérou, les gouvernements élus sur une base programmatique visant à rompre avec l'organisation néolibérale de l'économie subissent actuellement de plein fouet les effets des tentatives de déstabilisation auxquelles ont recourus leurs opposants de droite en vue de contourner les résultats des processus démocratiques ayant conduit ces dirigeants de gauche au pouvoir...

Si nous pouvons constater que l'Amérique latine est traversée par une nouvelle "vague rose" caractérisée par l'arrivée au pouvoir de gouvernements critiques vis-à-vis du l'idéologie néolibérale dans la majorité des Etats du continent depuis l'élection d'Andrés Manuel Lopez Obrador à la tête du Mexique au mois de décembre 2018, les gouvernements issus de cette dynamique en Argentine et au Pérou sont, à des degrés divers, particulièrement fragilisés à l'heure actuelle. En effet, Cristina Fernandez de Kirchner, qui a été élue vice-présidente de l'Argentine aux côtés d'Alberto Fernandez en 2019 après avoir dirigé le pays entre 2007 et 2015, a été condamnée le 6 décembre dernier à une peine de six ans de prison...

LA DÉMOCRATIE ARGENTINE VAGUE SOUS LES COUPS DU LAWFARE.

"La sentence était écrite. L'idée était de me condamner", affirme Cristina Kirchner à l'issu du verdict rendu. Force est de constater que la manière dont s'est déroulé le processus judiciaire conduisant à cette sentence semble effectivement lui donner raison. Tout débute au mois de novembre 2008 par une plainte déposée par Elisa Carrio, qui n'est autre que l'adversaire de Cristina Kirchner au second tour du scrutin présidentiel qui s'était tenu un an auparavant.

Cependant, l'affaire revient quelques mois plus tard sur la table sous l'impulsion de Javier Iguacel, nommé à la tête de la Direction Nationale de la Voirie suite à l'élection du libéral Mauricio Macri à la présidence de l'Etat argentin. Ce dernier décide en effet d'engager un audit de l'ensemble des concessions publiques octroyées à Lazaro Baez dans la province de Santa Cruz. Et c'est là que le bât blesse. Si cet audit affirme noir sur blanc que : "Les erreurs de certification de travaux publics observées ne sont pas considérées comme significatives au regard de la magnitude des travaux en question", celui-ci décide malgré tout de déposer une plainte auprès de la justice fédérale de Buenos Aires en vue de dénoncer ces erreurs de certification.

LA DESTITUITION DE CASTILLO : DE L' "AUTOGOLPE" AU "NÉOLIBÉRALISME PAR SURPRISE".

Depuis son élection à la présidence du Pérou au mois de juillet 2021, Pedro Castillo fait en effet face à des tentatives répétées de déstabilisation de la part de la droite qui cherche, par tous les moyens, à limiter les marges de manœuvre dont il pourrait disposer en vue d'appliquer son programme. Dès la proclamation des résultats par le Jury National des Elections (JNE), Keiko Fujimori, candidate de la droite conservatrice et autoritaire ayant affronté Castillo lors du second tour de ce scrutin, s'appuie sur le fait que seulement 44000 voix la séparent de son opposant de gauche afin de l'accuser d'avoir eu recours à une fraude électorale.

Ces tentatives répétées de déstabilisation sont renforcées par une importante instabilité gouvernementale due à l'élection de Castillo. En effet, celui-ci a opéré à 4 changements de gouvernements et, par conséquent, à autant de changements d'orientation politique, en moins d'un an et demi. Cela s'explique par les démissions à intervalles rapprochés de plusieurs présidents du Conseil à la suite de révélations d'affaires judiciaires ou de désaccords politiques apparus au gré des réorientations gouvernementales, rendues pourtant indispensables par la nécessité de s'assurer le vote de confiance de la part d'une majorité de parlementaires dans un Congrès dominé par l'opposition de droite – qui dispose de 75 parlementaires sur 130.

Si, dans un tel contexte, la dissolution du Parlement péruvien peut alors apparaître comme la seule solution en vue de tenter d'obtenir une Assemblée plus favorable à la rédaction d'une nouvelle Constitution, celle-ci est cependant contraire à la Constitution actuellement en vigueur. En effet, d'après l'Article 134 de ce texte constitutionnel : "Le Président de la République est habilité à dissoudre le Congrès si celui-ci a censuré ou refusé la confiance à deux Conseils des ministres", ce qui, malgré les tentatives de déstabilisation répétées de la droite, n'est en l'occurrence pas le cas.

Il n'en faut pas moins pour que le Congrès se réunisse en urgence pour se prononcer sur une nouvelle motion de destitution pour "incapacité morale" qui est, cette fois-ci, adoptée à une large majorité dans la mesure où 101 parlementaires, y compris de gauche, se prononcent en faveur de cette motion. Pedro Castillo se voit alors arrêter par son garde du corps quelques heures plus tard et ce, alors même que le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador lui avait accordé l'usage politique dans la foulée.

Nous ne pouvons qu'espérer qu'au lieu d'emprunter cette voie qui conduirait à fracturer une société déjà extrêmement polarisée, Boluarte s'en tienne plutôt aux principes démocratiques exposés par Lula dans le communiqué publié en réaction à sa nomination. En effet, ce dernier y met l'accent sur la nécessité de rechercher, avant toute chose, la réconciliation du pays et la paix sociale.

Références

- 08/08/2022; https://www.pagina12.com.ar/447454-juicio-contr-a-cristina-kirchner-los-partidos-de-futbol-del-f
02/ La Nación, "Cristina Kirchner 2023: ¿una realidad o una utopía?", 08/11/2022 ; https://www.lanacion.com.ar/opinion/cristina-kirchner-2023-una-realidad-o-una-utopia-nid08112022/
28/03/2022 ; https://www.rfi.fr/fr/podcasts/journal-d-haiti-et-des-americques/20220328-procedure-de-destitution-au-perou-ude-ficelles-qui-ressemblent-a-celles-de-la-déstabilisation
04/ SUPIOT Alain, La gouvernance par les nombres, Fayard, 18 mars 2015.

LIRE AUSSI...

LES NOUVEAUX HABITS DU SPEAKER DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

LES CERFS-VOLANTS DE ROMAIN GARY, ODE POÉTIQUE À LA RÉSISTANCE

COMMENT ET POURQUOI LE MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ A DÉRAILLÉ ?

JEAN BAROIS, OU L'ÉPOPÉE D'UN LIBRE PENSEUR

Partager l'article et télécharger le PDF

NOUS SOUTENIR
Si vous aimez notre travail, c'est par ici !

SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX
#LTR

DANS LA MÊME CATÉGORIE...

NOS REVUES